

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'économie, des finances
et de la souveraineté
industrielle et numérique

Arrêté du 17 février 2023 portant nomination au comité consultatif national de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics

NOR : ECOM2305984A

Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique,

Vu le code de la commande publique, notamment ses articles R. 2197-6 à R. 2197-10 et R. 2397-1 ;

Vu l'arrêté du 4 mai 2020 portant nomination au comité consultatif national de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ;

Vu la proposition du ministère des armées en date du 16 janvier 2023,

Arrête :

Article 1^{er}

Pour le ministère des armées, la liste nominative des représentants de l'Etat mentionnés au 3° de l'article R. 2197-6 du code de la commande publique pour siéger au comité consultatif national de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics est arrêtée comme suit :

- Monsieur Patrice van ACKERE, contrôleur général des armées ;
- Monsieur Damien d'OZOUVILLE, contrôleur général des armées ;
- Monsieur Olivier SCHMIT, contrôleur général des armées ;
- Monsieur François ROBERT, contrôleur général des armées ;
- Monsieur Nicolas CHAPON, contrôleur général des armées ;
- Madame Myriam ACHARI, contrôleuse générale des armées ;
- Monsieur Denis CHEVILLOT, contrôleur général des armées ;
- Monsieur Frédéric COLOMB, contrôleur général des armées ;
- Monsieur Jean-Louis RAAS, contrôleur général des armées ;
- Madame Agnès JOUAN, contrôleuse générale des armées ;
- Monsieur Olivier PERNAUDET, contrôleur des armées ;
- Madame Cindy AIGLE, contrôleuse des armées ;
- Monsieur Pierre-Antoine DOUAY, contrôleur des armées ;
- Madame Sylvie DUBOIS, contrôleuse des armées.

Article 2

L'arrêté du 4 mai 2020 portant nomination au comité consultatif national de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics est abrogé.

Article 3

La directrice des affaires juridiques est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* de l'administration centrale des ministères économiques et financiers.

Fait le 17 février 2023

Pour le ministre et par délégation :

La directrice des affaires juridiques,

Laure BÉDIER